IR. - 1 - L.3756/1/V.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 8 août 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organique de l'Office national du placement et du chômage", a donné le 11 août 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 8e Augustus 1953 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het organiek besluit van de Regent van 26 Mei 1945, betreffende de inrichting van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid", heeft de 11e Augustus 1953 het volgend advies gegeven :

Article 2 du projet.

1. Le Conseil d'Etat propose de viser dans le préambule du projet plutôt que dans le dispositif, la loi du 6 mars 1953 portant approbation de la convention internationale concernant l'organisation du service de l'emploi.

2. Les commissions visées au chapitre IV du titre Ier étant dénommées "commissions consultatives", le mot "paritaires" devrait être supprimé.

Article 7 du projet.

I. Il n'appartient pas au comité de gestion d'imposer aux employeurs et aux établissements d'enseignement professionnel la création de centres de réadaptation professionnelle. Les pouvoirs du comité se bornent à autoriser la création de ces centres.

D'autre part, il est inutile de prévoir expressément que le directeur général est chargé de prendre les mesures nécessaires à l'exécution des décisions prises par le comité de gestion en application du présent article, cette mission lui étant imposée en termes généraux par l'article 9 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945.

.../...

2. Aux termes du nouvel article 56 (article 4 du projet), la réadaptation professionnelle peut être réalisée notamment par des cours destinés à donner au chômeur une formation professionnelle ou à la lui conserver. Il en résulte que les centres visés à l'alinéa 2 et destinés à donner une formation professionnelle aux chômeurs mineurs ou à la leur conserver, sont des centres de réadaptation professionnelle au même titre que les autres; la distinction entre les deux catégories de centres ne se justifie pas.

De plus, l'emploi du mot "soit" implique que la création de centres d'une catégorie exclut celle de centres de l'autre catégorie, ce qui ne semble pas correspondre aux intentions du Gouvernement.

Article 9 du projet.

L'article 72 de l'arrêté organique est superflu, la disposition qu'il énonce figurant déjà à l'article 69 bis.

Le Conseil d'Etat propose d'abroger ce dernier et de remplacer l'article 72 de l'arrêté du 26 mai 1945 par le texte proposé dans le projet pour l'article 69 bis.

.../...

Article 1er du projet.

Articles 75 et 75 bis.

Il résulte des renseignements fournis par le Gouvernement que le travailleur est réputé "avoir cotisé à la sécurité sociale", lorsqu'il a subi les retenues prescrites sur son salaire. Le Conseil d'Etat propose une nouvelle rédaction des articles 75, alinéas 1er et 2, et 75 bis, alinéa 1er, qui traduit mieux cette intention.

Article 77.

Le bénéfice des allocations de chômage pouvant être accordé à tous les travailleurs qui ont été liés par un contrat de louage de service et qui ont été de ce chef soumis à la sécurité sociale, l'alinéa 2 est applicable à d'autres travailleurs que ceux qui sont liés par un contrat de travail ou d'emploi; les mots "de travail ou d'emploi" devraient être supprimés pour éviter une interprétation restrictive.

Article 77 ter.

1. Aux termes de l'alinéa 8, des dérogations peuvent être accordées par le directeur général "suivant les directives du comité de gestion".

Cette disposition manque de précision et pourrait donner lieu à des contestations.

.../...

Si les directives ne sont pas des règlements contenant les critères généraux auxquels le directeur général est tenu de se conformer sous peine d'excéder ses pouvoirs, le Conseil d'Etat propose de supprimer les mots "suivant les directives du comité de gestion"; en effet, le directeur général agit toujours sous le contrôle du comité de gestion en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945.

2. Le Conseil d'Etat propose d'insérer l'alinéa 1er de l'article 100 à la fin de l'article 77 ter afin d'y grouper toutes les dispositions concernant l'emploi convenable.

Articles 77 quinquies et sexies.

Dans ces articles, il est question de femmes assimilées aux femmes mariées; selon les instructions de l'Office national du placement et du chômage parues au Moniteur belge le 18 octobre 1952, il faut entendre par là les concubines.

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'assimilation de la concubine à la femme mariée est contraire à l'ordre public.

Si le Gouvernement entend priver les concubines de certains avantages prévus par la réglementation sur le chômage, il convient qu'il le fasse en termes exprès et non par voie d'assimilation.

.../...

Article 77 sexies.

1. Tel que le texte du paragraphe 2, alinéa 1er, 3° est rédigé, l'enfant n'est pas considéré comme soutien de famille si un des parents avec lequel il ne cohabite pas, exerce une activité lucrative ou touche une indemnité, tandis que celui avec lequel il cohabite est privé de tous moyens d'existence. Le Conseil d'Etat propose une autre rédaction qui reflète mieux les intentions du Gouvernement.

2. Le Conseil d'Etat constate une contradiction entre le texte français et le texte néerlandais du § 4, ce dernier contenant une négation qui ne figure pas dans le texte français. La rédaction proposée tient compte des explications données sur la portée réelle de cette disposition.

3. Le dernier alinéa du § 5 est superflu, les avantages prévus à l'alinéa 1er n'étant pas des allocations familiales mais des allocations de chômage d'un montant égal aux allocations familiales et calculées sur base de la composition du ménage dont le chômeur fait partie.

Article 77 septies.

Il est juridiquement superflu d'annoncer dans un arrêté royal des dérogations à y apporter par d'autres arrêtés royaux.

.../...

Les mesures annoncées ont d'ailleurs déjà été prises.

Le Conseil d'Etat propose, dès lors, la suppression de l'article 77 septies.

Article 80.

En confiant au Ministre le pouvoir de fixer le salaire de référence, sur base duquel le maximum des allocations est calculé, l'article 80 n'est pas en concordance avec l'article 78 qui attribue au Roi le soin de fixer les taux des allocations, et ce après consultation du comité de gestion.

Article 86.

Pour la rédaction de l'alinéa 3, le Conseil d'Etat propose de s'inspirer de l'article 4 bis de la loi du 16 août 1887 portant réglementation du paiement des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail, modifié par la loi du 22 juin 1953.

Articles 92 et 93.

Le Conseil d'Etat propose une autre rédaction, qui traduit mieux les intentions du Gouvernement.

.../...

Article 99.

Le Conseil d'Etat relève que l'exclusion prévue au 1°, frappe tout chômeur qui a obtenu indûment l'estampillage de sa carte de contrôle. Contrairement à l'article 107, qui prévoit des sanctions pénales pour le travailleur qui obtient frauduleusement l'estampillage indu de sa carte de contrôle ou fait sciemment usage de documents inexacts, la présente disposition inflige au travailleur une sanction administrative même si aucune intention frauduleuse, faute ou négligence, n'est relevée dans son chef.

Article 101.-

Aux termes des articles 1er et 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, le bénéfice des allocations de chômage ne peut être accordé qu'aux chômeurs involontaires.

La notion de chômeur "involontaire" est précisée par l'article 77 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 aux termes duquel peuvent bénéficier des allocations de chômage les travailleurs "privés de travail et de rémunération par suite de circonstances indépendantes de leur volonté".

Les travailleurs qui abandonnent le travail sans motif légitime ou qui sont congédiés pour une cause dépendante de leur volonté, ne répondent pas à

.../...

à cette condition et échappent donc au champ d'application de l'arrêté organique. Ils ne peuvent dès lors faire l'objet d'une mesure d'exclusion qui ne peut sanctionner que la violation des dispositions de cet arrêté.

Néanmoins, le Roi peut déterminer les conditions d'admissibilité que doit remplir le chômeur volontaire qui devient chômeur involontaire, soit après avoir repris le travail, soit après avoir manifesté pendant un certain temps sa volonté d'accepter tout emploi convenable.

C'était le système prévu à l'origine par l'article 101, alinéa 1er, de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, qui disposait :

"Tout travailleur qui, sans motif légitime, abandonne volontairement son occupation ou dont le congédiement a pour cause une circonstance dépendant de sa volonté, ne pourra prétendre au bénéfice des allocations qu'après avoir, pendant une durée de quatre semaines au moins et de treize semaines au plus, été inscrit dans un service public de placement comme demandeur d'emploi ou repris le travail de façon durable".

Si le Gouvernement adoptait une disposition semblable, elle serait mieux à sa place à la section 2 du chapitre Ier, qui groupe les articles portant les conditions d'indemnisation.

Le Conseil d'Etat observe que la modification de l'article 101, dans ce sens, entraînerait une modification corrélative de l'article 103, alinéas 5 à 12.

/

Article 102.

L'article 102,a, prévoit l'exclusion des travailleurs ou des chômeurs atteints par la limite d'âge.

Semblable disposition constitue non pas une sanction administrative,mais bien une condition d'indemnisation. Elle doit donc logiquement s'insérer dans la section du chapitre Ier sous la forme d'un article 77 septies.

En conséquence, à l'article 102 ne subsisteraient que les litteras b et c du projet.

Article 103.

L'alinéa 4 est superflu. Le texte proposé par le Conseil d'Etat commande d'ailleurs son omission.

Article 103 ter.

Tel que le texte est rédigé, aucune sanction ne pourrait être prise contre le chômeur défaillant.

.../...

Article 105.

1. L'alinéa 3 est superflu.

2. Le rejet de dépenses n'étant pas notifié au chômeur, celui-ci peut se trouver dans l'impossibilité d'introduire dans le délai requis le recours prévu au dernier alinéa.

Le Conseil d'Etat propose de fixer comme point de départ du délai la date à laquelle le chômeur a eu connaissance du rejet.

Article 107.

Dans la mesure où l'article 107,b et c, s'applique à des personnes autres que l'employeur ou son préposé et le chômeur, le Roi excède les pouvoirs qui lui sont accordés par l'article 7, § 4, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Article 11 du projet.

L'alinéa 3 de l'article 151 est superflu, les frais de fonctionnement des commissions étant,

.../...

aux termes de l'article 153, à charge de l'Office national du placement et du chômage.

\+

\+ +

Pour assurer l'uniformité dans la présentation des textes, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu d'écrire en toutes lettres la durée des délais et des peines portés par le projet.

\+

\+ +

Au surplus, le projet n'appelle que des modifications de forme qui ne requièrent pas de commentaire et qui ressortent du texte proposé ci-après. Les renvois au projet du Gouvernement ne valent cependant que sous réserve des observations déjà formulées dans le présent avis.

.../...

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU 26 MAI 1945 ORGANIQUE DE L'OFFICE NATIONAL DU PLACEMENT ET DU CHOMAGE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7 modifié par la loi du 14 juillet 1951;

Vu l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, modifié par les lois des 27 mars et 14 juillet 1951;

Vu la loi du 6 mars 1953 portant approbation de la Convention internationale (n° 88) concernant l'organisation du Service de l'emploi, adoptée à San-Francisco, le 9 juillet 1948, par l'Organisation internationale du travail, au cours de sa trente et unième session;

Vu l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office national du placement et du chômage, modifié par les arrêtés du Régent des 29 décembre 1945, 18 novembre 1946, 3 juin 1947, 14 janvier, 10 mai et 10 août 1948, 19 mars et 26 mai 1949, et par les arrêtés royaux des 22 juin et 13 décembre 1951, 29 janvier, 12 juin, 3 septembre et 14 octobre 1952;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national du placement et du chômage;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 13 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1951, est complété par la disposition suivante :

"6° d'examiner les questions qui lui sont soumises en vertu d'une disposition réglementaire.".

Article 2.-

L'article 26 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1951, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 26.- L'Office national du placement et du chômage institue un service régional de placement et de recrutement au siège de chaque bureau régional; il peut instituer des services auxiliaires dans d'autres localités de la région.".

Article 3.-

L'article 27 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1951, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 27.- Les services de placement et de recrutement sont administrés par l'Office national du placement et du chômage et soumis au contrôle des commissions consultatives visées au chapitre IV du titre Ier.

Ils sont gratuits et forment un système national coordonné. L'Office assure la coordination des dits services avec les bureaux de placement et de recrutement gratuits d'initiative privée.".

Article 4.-

L'article 29 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1951, est complété par la disposition suivante :

"Dans les conditions fixées par le comité de gestion et approuvées par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, les demandeurs d'emploi qui sont soumis à un examen médical peuvent obtenir le remboursement de leurs frais de déplacement.".

Article 5.-

L'article 56 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 56.- Pour un chômeur, la réadaptation professionnelle consiste soit à se réadapter dans son propre métier, soit à faire l'apprentissage d'un autre métier, soit à suivre des cours destinés à lui donner ou à lui conserver une formation professionnelle.".

.../...

Article 6.-

... (texte de l'article 5 du projet du Gouvernement) ....

Article 7.-

L'article 61, alinéa 4, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1951, est remplacé par la disposition suivante :

"Le total des allocations de chômage, des avantages en espèces prévus à l'article 59 et de la prime ne peut dépasser :

1° pour un chômeur âgé de vingt et un ans ou plus, le salaire normal payé aux travailleurs qualifiés de la profession dans laquelle le chômeur se réadapte;

2° pour un élève ou apprenti de moins de vingt et un ans, le salaire normal payé aux jeunes travailleurs non qualifiés de la région.

Lorsque ce total dépasse le maximum prévu, les allocations sont réduites en conséquence.".

Article 8.-

L'article 68 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Régent du 14 janvier 1948 et par l'arrêté royal du 13 décembre 1951, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 68.- Le comité de gestion autorise la création de centres de réadaptation professionnelle

.../...

collective des chômeurs, soit chez un employeur, soit dans un établissement d'enseignement professionnel créé ou subsidié par les pouvoirs publics.

Le comité de gestion décide la création des centres spéciaux de réadaptation professionnelle pour chômeurs qui fonctionnent sous la direction du bureau régional du ressort.".

Article 9.-

Sont abrogés :

1° l'article 69, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Régent du 14 janvier 1948;

2° l'article 69 bis inséré dans le même arrêté par l'arrêté du Régent du 26 mai 1949 et modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1951.

Article 10.-

L'article 72 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 72.- Les dispositions des articles 61, alinéas 1er à 3, 63 et 67 s'appliquent aux chômeurs visés par le présent chapitre.

Le total des allocations de chômage, des avantages en espèces prévus à l'article 59 et de la prime accordés aux chômeurs admis dans un centre de formation professionnelle, ne peut dépasser le salaire normal payé aux travailleurs du même âge dans la profession dont il fait l'apprentissage.

.../...

Lorsque ce total dépasse le maximum prévu, les allocations sont réduites en conséquence.".

Article 11.-

Les chapitres I, II, III et IV du titre IV du même arrêté, modifié par les arrêtés du Régent des 29 décembre 1945, 18 novembre 1946, 3 juin 1947, 14 janvier 1948 et par les arrêtés royaux des 22 juin et 13 décembre 1951 et 3 septembre 1952, sont remplacés par les dispositions suivantes :

" TITRE IV.

CHAPITRE Ier. Des bénéficiaires et des conditions d'indemnisation.

Section 1ère. - Des bénéficiaires.

Article 75.- Sont admis au bénéfice des allocations de chômage prévues par le présent arrêté, les travailleurs salariés habituels qui, au cours des dix mois précédant leur demande d'indemnisation, ont été, pendant au moins six mois, occupés à un travail salarié et ont subi de ce chef les retenues de la sécurité sociale.

Le comité de gestion détermine, avec l'approbation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale :

1° les règles de calcul des périodes de travail;

2° les conditions auxquelles le travailleur est réputé avoir subi les retenues pour la sécurité sociale;

.../...

3°. les conditions auxquelles peuvent être prises en considération les régularisations de cotisations de sécurité sociale résultant de l'insuffisance ou de l'absence de cotisations dues par le travailleur, sans cependant que la régularisation puisse avoir d'effet rétroactif en cas d'absence de cotisations.

Sont assimilées à des journées de travail, les journées qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité par application des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité, la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles, l'assurance-chômage, les vacances annuelles. Il en est de même des périodes de grève ou de lock-out.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut, sur avis du comité de gestion, procéder à d'autres assimilations que celles énumérées ci-dessus.

Lorsque, au cours de la période de dix mois, le travailleur a été appelé ou rappelé sous les drapeaux, cette période est prolongée à concurrence du nombre de jours de présence dans les forces armées.

Article 75 bis.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve :

à l'alinéa 1er, de remplacer les mots : "cotisé à la sécurité sociale" par les mots : "subi les retenues pour la sécurité sociale",

.../...

et de rédiger l'alinéa 2 comme suit : "Le travailleur âgé de trente-six à moins de cinquante ans acquiert également la qualité de salarié habituel s'il peut justifier qu'il réunit les conditions requises du travailleur âgé de cinquante ans ou plus.") ...

Article 75 ter.- Le travailleur devenu chômeur conserve la qualité de salarié habituel lorsque son indemnisation a été interrompue durant une période inférieure à un an.

Pour le calcul de la période visée à l'alinéa 1er, il n'est pas tenu compte des journées de chômage qui ont donné lieu à indemnisation et résultent de la fermeture des entreprises en raison des vacances annuelles.

...

Le chômeur, quel que soit son âge, qui met un terme à son chômage afin d'exercer une profession indépendante pour une durée de plus d'un an peut, à la condition d'en aviser préalablement le bureau régional, conserver sa qualité de salarié habituel. Cette faculté n'est accordée qu'une seule fois.

Si l'exercice d'une profession indépendante excède deux années, l'intéressé doit justifier à nouveau des conditions prévues aux articles 75 ou 75 bis selon son âge.

Article 75 quater.- ... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire, au 1° et au début du 2°: "1° les travailleurs âgés de moins de dix-huit ans;
2° les jeunes travailleurs qui ont terminé ...") ...

Article 75 quinquies.- .... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 75 sexies.- .... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de remplacer l'alinéa 3 par les deux alinéas suivants :

"Entrent en ligne de compte pour le calcul des prestations de travail requises pour l'admission:

1° les prestations fournies au Congo belge, au Ruanda-Urundi ou à l'étranger, lorsqu'elles ont été effectuées dans un emploi qui aurait donné lieu en Belgique au paiement de cotisations de sécurité sociale;

2° les journées assimilées visées à l'article 75, alinéas 3 et 4.

L'alinéa 3 du présent article n'est applicable aux travailleurs étrangers ou apatrides que dans les limites des conventions internationales.")...

Article 76.- ... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire : "...d'un appel d'une décision motivée d'un bureau régional ...") ...

Section 2.- Des conditions d'indemnisation.

Article 77.- ... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de l'observation faite ci-dessus) ...

.../...

Article 77 bis.- ... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 77 ter.- ... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de diviser le texte en quatre paragraphes et d'y apporter les modifications suivantes :

"§ 1er. Pour être admis au bénéfice ...

§ 2. Est dispensé de cette inscription, le travailleur ...

§ 3. Sont également dispensés de l'inscription comme demandeurs d'emploi :

1° ...

2° ...

3° les travailleurs chômant par suite de la fermeture de l'entreprise en raison des vacances annuelles. La dispense est limitée à la période de vacances;

4° ...

5° ...

6° ... gestion.

Tout chômeur est tenu d'accepter tout emploi convenable qui lui est proposé.

Le comité de gestion fixe, sous l'approbation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, les critères de l'emploi convenable ainsi que la procédure à suivre en cas de contestation quant à l'aptitude physique ou professionnelle du chômeur à l'exercice de l'emploi qui lui est proposé.

§ 4. N'est pas considéré comme disposé à accepter tout emploi convenable, le chômeur qui met à sa remise au travail des réserves qui le rendent indisponible pour le marché général de l'emploi.".

.../...

Article 77 quater.- ... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 77 quinquies.- ... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer, à l'alinéa 1er, 2°, les mots : "et assimilées", et d'insérer un 4° ainsi conçu :
"4° les femmes chômeuses complètes indemnisées, qui vivent en état de concubinage.") ...

Article 77 sexies.- § 1er. Les chômeurs qui ne sont ni chefs de ménage ni soutiens de famille ne peuvent être indemnisés, au cours de chaque exercice s'étendant du 1er septembre au 31 août de l'année suivante, qu'à concurrence du nombre de journées de travail salarié prestées au cours de l'exercice précédent, sans que ce nombre puisse être inférieur à trente.

La limitation de la durée de l'indemnisation n'est pas applicable lorsque le nombre de journées de travail salarié fournies pendant l'exercice de référence atteint au moins deux cents.

Si le chômeur a épuisé le nombre de journées prévues à l'alinéa 1er du présent paragraphe, il peut, pour chacun des trois derniers trimestres de l'exercice, recevoir des allocations de chômage pour un nombre de jours qui ne peut dépasser celui des jours de travail qu'il a prestés au cours du trimestre précédent.

Les journées de chômage pour lesquelles il a reçu des allocations, en application de l'alinéa 3

.../...

du présent paragraphe, sont déduites du nombre des journées donnant droit à indemnisation au cours de l'exercice suivant.

Les chômeurs qui, au cours de deux exercices consécutifs, ont bénéficié du minimum de trente jours visé à l'alinéa premier ne pourront, au cours des exercices suivants, être indemnisés qu'à concurrence du nombre de jours de travail salarié prestés au cours de l'exercice de référence.

Lorsqu'au cours de l'exercice de référence, le travailleur a été appelé ou rappelé sous les drapeaux, la période de référence est prolongée à concurrence du nombre de jours de présence dans les forces armées.

§ 2. Sont seuls considérés comme n'étant ni chefs de ménage ni soutiens de famille :

1° la femme mariée non séparée de fait ni de droit, à moins que son mari ne soit appelé ou rappelé sous les drapeaux, ne subisse une peine d'emprisonnement ou ne soit atteint depuis plus de six mois consécutifs d'une incapacité de travail de plus de deux tiers;

2° l'enfant célibataire, légitime, adopté ou reconnu, âgé de moins de 21 ans, si son père, sa mère ou son tuteur, avec lequel il cohabite, exerce une activité lucrative ou bénéficie d'allocations de chômage ou d'indemnité en application des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité, la réparation des dommages résultant des accidents du travail ou la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles;

3° la femme vivant en état de concubinage.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut, sur avis du comité de gestion, étendre ou restreindre la notion de chef de ménage ou de soutien de famille.

§ 3. Les prestations de travail salarié ne peuvent être prises en considération que si elles sont valables au sens des articles 75, alinéas 1er et 2, 75 quinquies et 75 sexies.

Sont assimilées à des journées de travail pour l'application du présent article, les journées donnant lieu à indemnisation en application des dispositions légales ou réglementaires concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles et les vacances annuelles. Il en est de même des périodes de grève ou de lock-out ainsi que des journées d'inactivité déterminées par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sur avis du comité de gestion.

Le règlement pris en exécution de l'article 75, alinéa 2, 1°, est applicable pour le calcul du nombre de journées de travail prestées au cours d'un exercice.

§ 4. Les chômeurs visés au § 2, alinéa 1er, 3°, ont droit , après épuisement des journées donnant droit à indemnisation en application du § 1er, à des allocations égales aux allocations familiales et aux allocations de la mère au foyer prévues par les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, et accordées dans les mêmes conditions.

Pour le calcul de ces allocations, les intéressés sont considérés comme étant dans leur famille, l'enfant bénéficiaire le plus jeune.

Article 77 septies.

§ 1er. Les travailleurs qui atteignent l'âge de 65 ans cessent d'avoir droit aux allocations de chômage à partir du premier lundi du deuxième mois qui suit celui de leur anniversaire.

L'âge de 65 ans est réduit à 60 ans en ce qui concerne les femmes employées.

§ 2. Les travailleurs qui peuvent faire valoir des droits à une pension avant l'âge fixé au § 1er, cessent d'avoir droit aux allocations de chômage :

1° à partir du premier lundi du deuxième mois qui suit la date à laquelle ils atteignent l'âge requis pour l'obtention d'une pension, s'ils sont chômeurs indemnisés à cet âge;

2° à partir de la date à laquelle ils atteignent l'âge requis pour l'obtention d'une pension s'ils n'étaient pas chômeurs indemnisés à cet âge.

Toutefois lorsque le travailleur établit par une déclaration des organismes de pension compétents qu'il ne remplit pas encore toutes les conditions, notamment d'âge et de durée de travail maximum, requises pour bénéficier d'une pension complète, il a droit aux allocations de chômage jusqu'au premier lundi du deuxième mois suivant celui au cours duquel il remplit les conditions requises.

Les ouvriers mineurs qui peuvent prétendre à une pension de vieillesse anticipée en application de l'article 47 de l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime

.../...

de retraite des ouvriers mineurs et assimilés, ne sont réputés avoir droit à une pension qu'à l'âge de 55 ans pour l'application du présent paragraphe.

§ 3. Lorsque les travailleurs visés au § 2 bénéficient effectivement d'une pension dont le montant quotidien est inférieur au taux quotidien de l'allocation principale de chômage prévu pour la catégorie du demandeur, majoré de 40 p.c. et arrondi au franc supérieur, ils ont droit à une allocation de chômage, dont le montant est égal à la différence entre le taux indiqué ci-dessus et le montant quotidien de la pension, sans dépasser le taux de l'allocation principale. Le montant quotidien de la pension est fixé en divisant le montant annuel de celle-ci par trois cents, le quotient obtenu étant arrondi au franc supérieur.

Sauf lorsqu'il est fait application de l'article 57 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, le montant intégral des allocations familiales et de l'allocation de la mère au foyer s'ajoute à l'allocation de chômage, sans que leur total puisse excéder le maximum prévu à l'article 80. Le montant de l'allocation de chômage, majoré, éventuellement, de ces allocations, est arrondi au franc supérieur.

Est exclu du bénéfice des dispositions du présent paragraphe, le travailleur qui, pour pouvoir bénéficier de la pension, est tenu de cesser le travail ou de ne plus travailler que d'une façon limitée.

.../...

§ 4. Pour l'application du présent article, sont considérés comme une pension les pensions de vieillesse, de retraite ou d'ancienneté et tout autre avantage tenant lieu de pareilles pensions, accordés soit en application de la législation en matière de sécurité sociale, soit par un pouvoir public, un établissement public ou d'utilité publique.

CHAPITRE II. - DU TAUX ET DU MODE DE CALCUL ET DE PAIEMENT DES ALLOCATIONS.

Article 78.- ... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer à l'alinéa 6 les mots : "telle qu'elle résulte de l'arrêté ministériel du 3 décembre 1938.") ...

Article 79.- ... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de remplacer le mot "import" par "montant") ...

Article 80.- ... (texte du projet du Gouvernement)...

Article 81.- Aucune allocation n'est accordée pour un seul jour de chômage par semaine. Cet unique jour donne cependant lieu à indemnisation lorsqu'il fait partie d'une période de chômage d'au moins trois jours dont il constitue le premier ou le dernier jour.

.../...

Article 82.- ... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer les mots "des dispositions") ...

Article 83.- § 1er. Seules les journées d'inactivité complète sont considérées comme journées de chômage.

Les demi-journées de chômage n'entrent en ligne de compte que pour :

1° les travailleurs des ports;

2° les catégories professionnelles fixées par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, et dans les conditions qu'il détermine sur proposition du comité de gestion.

Toutefois, les demi-journées de chômage peuvent être additionnées pour former des journées entières si elles font partie d'une forme déterminée de chômage partiel, par intermittence ou par roulement.

§ 2. Ne sont pas considérées comme des journées d'inactivité complète :

1° les journées au cours desquelles le travailleur à temps plein est accidentellement occupé une partie de son temps habituel de travail;

2° les journées de chômage subies dans un emploi que le travailleur exerce normalement et habituellement à temps réduit; toutefois, dans ce dernier cas, le chômage est considéré comme atteignant une journée complète :

.../...

a) lorsque le travailleur a accepté un tel emploi pour échapper au chômage;

b) lorsque le travailleur gagne un salaire hebdomadaire égal à six fois le salaire quotidien de référence fixé pour l'application de l'article 80.

§ 3. Lorsque l'horaire de travail hebdomadaire comporte normalement une journée à horaire réduit, par exemple dans le cas de la "semaine anglaise", cette journée est considérée comme une journée d'inactivité complète, lorsqu'elle est accompagnée d'au moins une autre journée de chômage au cours de la même semaine.

Lorsqu'un travailleur est occupé conjointement chez plusieurs employeurs, les allocations ne peuvent être accordées que s'il est en état de chômage complet chez tous ses employeurs.

Lorsqu'un travailleur a fourni des prestations de travail salariées ou indépendantes un dimanche ou un jour férié légal, le nombre d'allocations de chômage qui lui revient, éventuellement pour la semaine dont fait partie ce dimanche ou ce jour férié légal, est réduit d'une unité pour chacun de ces jours, sans préjudice de l'article 81. Pour l'application de cette mesure, la semaine commence le dimanche matin.

Article 84.-

Les allocations de chômage ne sont accordées ni pour les dimanches , ni pour les jours fériés légaux.

.../...

Elles ne sont pas attribuées non plus pour les jours d'inactivité habituelle résultant soit des us et coutumes de la profession, de la région ou de la localité, soit de l'application du règlement d'atelier, à l'exception des jours de chômage partiel au sens de l'article 77, § 2, alinéa 2, aussi longtemps que le travailleur reste engagé dans les liens d'un contrat de louage de services. La suspension ou la rupture du contrat de louage de services n'est cependant prise en considération que si elle a eu lieu au moins douze jours ouvrables avant que survienne le jour d'inactivité habituelle.

Toutefois, lorsque l'état de chômage est la seule cause qui empêche les travailleurs de réunir les conditions d'assiduité prévues en exécution de l'arrêté-loi du 25 février 1947 relatif à l'octroi de salaires aux travailleurs pendant un certain nombre de jours fériés par an, les allocations de chômage sont payées pour les jours fériés fixés en application dudit arrêté-loi, y compris les jours qui remplacent un jour férié coïncidant avec un dimanche, mais à l'exclusion des jours fériés autorisés par application de l'article 2 de l'arrêté du Régent du 2 avril 1947.

Articles 85, 85 bis et 85 ter.- ... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 86.- ...(texte du projet du Gouvernement, sous réserve de remplacer l'alinéa 3 par le texte suivant :

.../...

Le paiement des allocations de chômage ne peut être effectué dans une cantine ou dans un local où sont débités des boissons, des comestibles ou des marchandises quelconques. Si le bureau de paiement est installé dans des locaux attenants, il doit être accessible par une entrée particulière, sans intervention du commerçant ou de ses préposés; le comité de gestion peut accorder des dérogations particulières à cette règle.".

Article 87.- ...(texte du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer les mots "le bénéfice".

CHAPITRE III. - MESURES DE CONTROLE.

Articles 88, 89, 90 et 91.- ... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 92.- § 1er. Le bureau régional statue sur les droits aux allocations de chômage; il inscrit sa décision sur une carte établie en double exemplaire.

L'original de la carte est transmis à l'organisme payeur au plus tard dans les quatorze jours ouvrables de la réception du dossier de l'intéressé contenant toutes les informations énumérées aux articles 89 et 94; le double de la carte reste en possession du bureau régional.

.../...

§ 2. Si les allocations de chômage sont accordées, la carte vaut autorisation de paiement pour l'organisme payeur. Elle porte comme date de validité :

1° la date de la déclaration si celle-ci parvient au bureau régional au cours des quatorze jours ouvrables;
2° le premier lundi suivant le jour de sa réception par le bureau régional, si la déclaration ne parvient pas au bureau régional dans ce délai.

Si les allocations sont refusées, la décision sort ses effets à la date de la demande; elle est notifiée au demandeur.

§ 3. Si la carte n'est pas transmise dans le délai fixé au paragraphe 1er, alinéa 2, du présent article, l'organisme payeur peut payer les allocations de chômage sans autorisation préalable. Dans ce cas, la décision de refus ne sort ses effets qu'à partir du lundi de la semaine au cours de laquelle le bureau régional notifie sa décision à l'organisme payeur et à l'intéressé, sous réserve de l'application de l'article 103, alinéas 5 à 10.

Article 93.- Si le chômeur introduit la déclaration modificative prévue à l'article 90, les articles 91 et 92 du présent arrêté sont applicables.

Dans ce cas, la nouvelle carte porte comme date de validité :

.../...

1° le lundi de la semaine suivant celle au cours de laquelle la déclaration a été souscrite, si celle-ci parvient au bureau régional dans les quatorze jours qui suivent la date de sa souscription;

2° le premier lundi suivant le jour de sa réception par le bureau régional, si la déclaration ne parvient pas au bureau régional dans ce délai.

Article 94.- ... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire à l'alinéa 6 : "... prévus à l'article 77 ter, § 2, alinéa 4, ...") ...

Article 95.- Le bureau régional vérifie les déclarations souscrites et les documents produits par le demandeur d'allocations.

Il peut procéder aux enquêtes et investigations nécessaires, notamment auprès des administrations communales et des employeurs.

S'il résulte de celles-ci que le chômeur a fait des déclarations inexactes, incomplètes ou tardives, a omis de faire une déclaration requise, a produit des documents inexacts ou falsifiés ou a commis des irrégularités, le bureau régional statue à nouveau sur le dossier.

Si ces déclarations, omissions, documents ou irrégularités ont eu pour conséquence l'octroi d'allocations auxquelles le chômeur n'avait pas droit, la décision du bureau rétroagit au jour de la première décision, et, éventuellement, il est dressé pour l'avenir une nouvelle carte, datée du premier lundi suivant la nouvelle décision.

.../...

Article 96.- ...(texte du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire à l'alinéa 4 : "... visés à l'article 77 sexies, § 2, alinéa 1er, 3°. Toutefois, ...") ....

Article 97.- ...(texte du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE IV. - SANCTIONS ET EXCLUSIONS.

Article 98.- ...(texte du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire : "... par l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations ...") ...

Article 99.- ... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 100.- En cas de refus injustifié d'un emploi convenable, le chômeur est exclu du bénéfice des allocations pour une période d'au moins quatre semaines et de treize semaines au plus. En cas de récidive, l'exclusion est d'au moins treize semaines et de vingt-six semaines au plus pour le second refus. Elle est de vingt-six à cinquante-deux semaines pour chaque refus ultérieur.

En cas de première récidive, le chômeur exclu ne peut être réadmis au bénéfice des allocations de chômage que s'il prouve qu'il a été occupé à un travail salarié pendant vingt-cinq jours au moins depuis la date du refus de travail.

En cas de récidive ultérieure, le chômeur exclu perd sa qualité de travailleur salarié habituel. Il ne peut être réadmis au bénéfice des allocations de chômage qu'en satisfaisant aux dispositions de l'article 75 ou de l'article 75 bis, selon le cas. Toutefois, les journées de chômage indemnisées ne peuvent être assimilées à des journées de travail.

Article 101.- ... (voir observations dans l'avis ci-dessus) ...

Article 102.- Sont exclus du bénéfice des allocations de chômage, pour une période de treize semaines :

1° les chômeurs qui sont d'une inconduite notoire, sauf s'il y a lieu à application de l'article 8, alinéa 2, 3°, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

2° les chômeurs qui sont trouvés mendiant.

En cas de récidive, la durée de l'exclusion est de cinquante-deux semaines.

Article 102 bis.- ... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 103.- ... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer à l'alinéa 3 les mots : "littera b et e" et d'omettre le texte de l'alinéa 4) ...

.../...

Article 103 bis.- ... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 103 ter.- Toute mesure d'exclusion ou de sanction à prendre à l'égard d'un chômeur est prononcée par le directeur du bureau régional. Le chômeur est préalablement entendu ou appelé par le directeur du bureau régional ou par son délégué. Il peut se faire assister par une tierce personne. L'audition du chômeur en ses moyens de défense n'est toutefois pas obligatoire pour les rejets de dépenses décidés par le bureau régional en vertu des articles 104 et 105.

Le Comité de gestion peut déterminer d'autres cas où le chômeur ne doit pas être entendu.

Article 103 quater.- ... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de rédiger la dernière phrase comme suit : "dans ce cas, la décision sort ses effets à partir du jour de sa notification.")...

Article 104.- ... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de rédiger l'alinéa 4 comme suit :"Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut, dans des circonstances spéciales, accorder un délai supplémentaire d'un mois au maximum aux organismes payeurs et aux bureaux régionaux.") ...

.../...

Article 105.- Si l'organisme payeur n'est pas d'accord sur un rejet notifié par le bureau régional, il peut introduire un bordereau de rappel pour la somme en litige accompagné, le cas échéant, des justifications complémentaires nécessaires.

L'article 104, alinéas 2 à 5, s'applique aux bordereaux de rappel; toutefois, le délai d'introduction de ces bordereaux est porté à trois mois.

Le rejet prononcé après le rappel est considéré comme définitif à la date de la notification du rejet par le bureau régional.

Lorsqu'un rejet est devenu définitif, le chômeur peut en contester le bien-fondé devant les organismes visés à l'article 112; le délai d'appel prévu à l'article 122 prend cours à partir de la date à laquelle le chômeur a eu connaissance du rejet.

Article 106.- § 1er. Toute somme indûment perçue doit être remboursée. Toutefois, lorsqu'il est établi que le chômeur a perçu de bonne foi des allocations de chômage auxquelles il n'avait pas droit, la récupération de l'indû ne peut remonter au delà de la vingt-sixième semaine qui précède celle au cours de laquelle la décision sur laquelle est fondée la récupération, a été notifiée à l'intéressé; cette limite n'est pas applicable au cas de récidive au sens de l'article 102 bis.

.../...

§ 2. L'organisme payeur est responsable :

1° des erreurs qu'il a commisses dans le calcul du montant des allocations revenant au chômeur;

2° des paiements qu'il a effectués sans autorisation préalable, sauf le cas visé à l'article 92, § 3;

3° des paiements qu'il a effectués soit en dehors des bases d'indemnisation admises par le bureau régional, soit en dehors des règles d'attribution fixées par les lois, arrêtés et règlements en la matière;

4° des paiements qui sont réellement dus au chômeur mais qui ont été rejetés par le bureau régional en raison d'une faute ou d'une négligence qui est imputable à l'organisme payeur, notamment lorsque des documents ont été transmis au bureau régional après le délai réglementaire;

5° de sa négligence ou de sa faute si des allocations dues au chômeur n'ont pu de ce chef lui être payées et notamment si des documents ont été transmis tardivement.

En aucun cas, l'organisme payeur n'est responsable des paiements erronés qui sont dus au fait du chômeur.

Après un délai de vingt-quatre mois suivant celui au cours duquel les paiements ont été définitivement rejetés, le montant de ces sommes est considéré comme recouvré et réputé disponible dans la caisse de l'organisme payeur.

§ 3. Dans les cas visés au § 2, 1°, 2° et 3°, du présent article, l'organisme payeur peut poursuivre à l'égard du chômeur la récupération des sommes indûment payées.

.../...

Dans le cas visé au § 2, 5°, du présent article, l'organisme payeur est tenu de prendre en charge le paiement des sommes revenant au chômeur lésé.

Si, dans les cas visés au présent paragraphe, il y a contestation sur le droit aux allocations, sur le montant de la somme due ou sur la responsabilité de l'organisme payeur, la partie la plus diligente en saisit le bureau régional qui statue en dernier ressort.

Articles 106 bis, 107, 108, 109, 110 et 111.-

... (texte du projet du Gouvernement) ... ".

Article 11.-

L'article 151 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1951, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 151.- Les présidents et les membres des commissions de réclamation et de la commission de recours ont droit à des jetons de présence et à des indemnités pour frais de séjour et de parcours.

Les membres suppléants ont droit aux mêmes avantages que les membres effectifs lorsqu'ils remplacent ceux-ci.

Les commissaires du Gouvernement près la commission de recours ont droit à une indemnité.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale détermine, sur avis du comité de gestion, les conditions d'attribution et le montant des jetons de présence et indemnités prévus au présent article.".

.../...

Dispositions transitoires.

Article 12.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 13.-

Restent applicables jusqu'à la date d'entrée en vigueur des arrêtés d'exécution prévus aux articles 78 et 80 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, modifiés par le présent arrêté :

1° l'arrêté ministériel du 28 juillet 1952 fixant temporairement les allocations de chômage en application de l'article 79 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office national du placement et du chômage;

2° l'arrêté ministériel du 28 juillet 1952 fixant le montant des allocations de chômage pour les travailleurs des ports d'Anvers, de Gand, de Bruxelles et Vilvorde, du commerce de charbon d'Anvers et environs, pour les travailleurs de l'industrie de la réparation de navires du port d'Anvers.

Article 14.-

Reste applicable jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté d'exécution de l'article 77 quater de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, modifié par le présent arrêté, l'instruction réglementaire du 16 février 1952 prise en exécution de l'article 77 quater de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945.

.../...

Article 15.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 7 septembre 1953.

Article 16.-

Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Artikel 2 van het ontwerp.

1. De Raad van State stelt voor in de inleiding van het ontwerp, liever dan in het beschikkend gedeelte, te verwijzen naar de wet van 6 Maart 1953 houdende goedkeuring van de internationale overeenkomst betreffende de organisatie van de dienst voor de werkgelegenheid.

2. Aangezien de commissies, in hoofdstuk IV van titel 1 bedoeld, "commissies van advies" worden geheten, moet het woord "paritaire" worden geschrapt.

Artikel 7 van het ontwerp.

1. Het komt het beheersconité niet toe, de werkgevers en de vakscholen de verplichting op te leggen, centra voor herscholing in te richten. Het comité is alleen bevoegd tot het inrichten van zodanige centra te machtigen.

Anderzijds is het overbodig uitdrukkelijk voor te schrijven, dat de directeur-generaal belast wordt met het treffen van de maatregelen nodig voor de uitvoering van de beslissingen, door het beheersconité bij toepassing van dit artikel genomen, aangezien deze taak hen in algemene termen wordt opgedragen door artikel 9 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945.

.../...

2. Volgens het nieuw artikel 56 (artikel 4 van het ontwerp) kan de herscholing onder meer plaats hebben door middel van cursussen, die de werkloze een vakopleiding moeten geven of deze op peil moeten houden. Daaruit volgt dat de in het tweede lid bedoelde centra, waar die bestemd zijn tot het geven of op peilhouden van vakopleiding voor minderjarige werklozen, evengoed als de andere, centra voor herscholing zijn; het onderscheid tussen de twee categorieën van centra is niet te verantwoorden.

Voorts houdt het gebruik van het woord "hetzij" in, dat het oprichten van centra der ene categorie de oprichting van centra der andere uitsluit, en dat is wel niet de bedoeling van de Regering.

Artikel 9 van het ontwerp.

Artikel 72 van het organiek besluit is overbodig, want de daarin neergelegde bepaling komt reeds in artikel 69 bis voor.

De Raad van State stelt voor, dit artikel 69 bis op te heffen en artikel 72 van het besluit van 26 Mei 1945 te vervangen door de tekst, die het ontwerp voor artikel 69 bis voorstelt.

.../...

Artikel 1 van het ontwerp.

Artikelen 75 en 75 bis.

Naar de Regering verklaarde, wordt de werknemer geacht "voor de maatschappelijke zekerheid te hebben gestort", wanneer op zijn loon de voorgeschreven afhoudingen zijn gedaan. De Raad van State stelt, voor de artikelen 75, eerste en tweede lid, en 75 bis, eerste lid, een nieuwe tekst voor die deze bedoeling beter weergeeft.

Artikel 77.

Daar werkloosheidsuitkeringen kunnen worden toegekend aan alle werknemers die door een dienstcontract verbonden en uit dien hoofde aan de maatschappelijke zekerheid onderworpen zijn geweest, is het tweede lid toepasselijk op andere werknemers dan diegene die door arbeids- of bediendencontract zijn verbonden. Om te voorkomen dat een beperkende uitlegging mogelijk zou zijn, worden de woorden "arbeids- of bedienden ..." beter geschrapt.

Artikel 77 ter.

1. Luidens het achtste lid kan de directeur-generaal afwijkingen toestaan "volgens de richtlijnen van het beheerscomité".

Deze bepaling is vaag en kan aanleiding zijn tot betwistingen.

.../...

Tenzij de richtlijnen reglementen zijn met opgave van de algemene criteria waaraan de directeur-generaal zich op straffe van machtsoverschrijding moet houden, stelt de Raad van State voor, de woorden "volgens de richtlijnen van het beheerscomité" te schrappen. De directeur-generaal werkt immers altijd onder contrôle van het beheerscomité, krachtens artikel 9 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945.

2. De Raad van State stelt voor, het eerste lid van artikel 100 in te voegen achteraan in artikel 77 ter, zodat al wat de beheerlijke betrekking betreft bijeen staat.

Artikel 77 quinquies en sexies.

In deze artikelen is er sprake van de "met de gehuwde vrouw gelijkgestelde vrouw"; volgens de instructies van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid, verschenen in het Belgisch Staatsblad van 18 October 1952, moet daaronder de bijzit worden verstaan.

De Raad van State is van advies, dat de gelijkstelling van de bijzit met de gehuwde vrouw strijdig is met de openbare orde.

Zo de Regering de bijzit bepaalde voordelen van de reglementering inzake werkloosheid wil ontzeggen, moet zij dit uitdrukkelijk doen, niet bij wege van gelijkstelling.

.../...

Artikel 77 sexies.

1. De tekst van paragraaf 2, eerste lid, 3°, is zo geredigeerd, dat het kind niet als kostwinner wordt beschouwd, indien een der ouders waarmee het niet samenwoont een winstgevende werkzaamheid uitoefent of een vergoeding trekt, ofschoon de ouder waarmee het wel samenwoont geen bestaansmiddelen heeft. De Raad van State stelt een andere lezing voor, die de bedoelingen van de Regering beter weergeeft.

2. De Raad van State constateert, dat de Nederlandse en de Franse tekst van § 4 met elkaar in strijd zijn; de ontkenning in de Nederlandse tekst komt namelijk niet voor in de Franse. In de voorgestelde tekst wordt rekening gehouden met de uitleg die aangaande de werkelijke strekking van die bepaling werd gegeven.

3. Het laatste lid van § 5 is overbodig; de in het eerste lid bedoelde voordelen zijn immers geen kinderbijslag maar werklozensteun, waarvan het bedrag even hoog is als de kinderbijslag en die berekend wordt volgens de samenstelling van het huisgezin waarvan de werkloze deel uitmaakt.

Artikel 77 septies.

Juridisch is het overbodig in een koninklijk besluit afwijkingen in het vooruitzicht te stellen, die door andere koninklijke besluiten zullen worden ingevoerd.

.../...

De in het vooruitzicht gestelde maatregelen zijn overigens reeds genomen.

Derhalve stelt de Raad van State voor, artikel 77 septies te schrappen.

Artikel 80.

Waar artikel 80 de Minister bevoegd maakt om het referteloon vast te stellen dat voor de berekening van het hoogste bedrag der uitkeringen tot grondslag dient, is het niet in overeenstemming met artikel 78, krachtens hetwelk de Koning het bedrag der uitkeringen bepaalt, zulks na raadpleging van het beheersconité.

Artikel 86.

Voor de tekst van het derde lid stelt de Raad van State voor, aan te sluiten bij artikel 4 bis van de wet van 16 Augustus 1887 tot regeling van de uitbetaling der bezoldiging van de bij een arbeidsovereenkomst verbonden werknemers, gewijzigd bij de wet van 22 Juni 1953.

Artikelen 92 en 93.

De Raad van State stelt een andere tekst voor, die de bedoeling van de Regering beter weergeeft.

.../...

Artikel 99.

De Raad van State merkt op, dat door de onder 1° bepaalde uitsluiting getroffen wordt iedere werkloze die op onrechtmatige wijze zijn contrôlekaart heeft laten afstempelen. In tegenstelling met artikel 107, dat straffen stelt voor de werknemer die bedrieglijk en ten onrechte zijn contrôlekaart laat afstempelen of die willens en wetens van onjuiste documenten gebruik maakt, legt de onderhavige bepaling de werknemer een administratieve straf op, zelfs zonder dat in zijnen hoofde bedrieglijk opzet, schuld of nalatigheid aanwezig is geweest.

Artikel 101.

Luidens de artikelen 1 en 7 van de besluitwet van 28 December 1944 kunnen werkloosheidsuitkeringen alleen aan onvrijwillige werklozen worden toegekend.

De begripsbepaling van "onvrijwillig" werkloze wordt gegeven in artikel 77 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945; zij zegt dat werkloosheidsuitkeringen kunnen genieten de werknemers "die, wegens omstandigheden onafhankelijk van hun wil, zonder werk en zonder bezoldiging zijn".

De werknemer die zonder wettige reden zijn werk opgeeft of wegens een van zijn wil onafhankelijke omstandigheid ontslagen wordt, beantwoordt niet aan die voorwaarde en staat dus buiten het toepassingsgebied van het organiek besluit. Te zijnen opzichte kan dus

.../...

geen uitsluitingsmaatregel genomen worden, want zulk een dwangmiddel kan alleen worden aangewend bij overtreding van het bepaalde in dit besluit.

Niettemin kan de Koning bepalen, aan welke voorwaarden om in aanmerking te komen moet voldaan worden door de vrijwillig werkloze die onvrijwillig werkloze wordt, hetzij na het werk te hebben hervat, hetzij na gedurende enige tijd zijn wil te kennen gegeven te hebben iedere behoorlijke betrekking te aanvaarden.

Dit was de oorspronkelijke regeling, getroffen bij artikel 101, eerste lid, van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945, dat bepaalde :

"Elke arbeider die, zonder wettige reden, zijn werk vrijwillig verlaat of die ontslagen wordt ten gevolge van een van zijn wil afhankelijke omstandigheid, zal slechts dan weder op steun aanspraak kunnen maken zo hij, ofwel gedurende ten minste vier en ten hoogste dertien weken als werkaanvrager bij een openbare bemiddelingsdienst zal ingeschreven zijn, ofwel opnieuw vast aan het werk is ".

Indien de Regering een soortgelijke bepaling opneemt, zou dit beter kunnen gebeuren in afdeling 2 van hoofdstuk I, waarin alle artikelen die de voorwaarden inzake verzoedening stellen, zijn bijeengebracht.

De Raad van State merkt op dat, wanneer artikel 101 in die zin wordt gewijzigd, een overeenkomstige wijziging in artikel 103, vijfde tot twaalfde lid, noodzakelijk wordt.

.../...

Artikel 102.

Artikel 102, a, bepaalt, dat de werknemers of werklozen die de leeftijdsgrens bereiken, worden uitgesloten.

Zulk een bepaling stelt geen administratieve straf maar een voorwaarde tot vergoeding. Haar plaats is dus logischerwijze in afdeling 2 van hoofdstuk I, waar zij artikel 77 septies kan vormen.

In artikel 102 zouden dus alleen de letters b en c van het ontwerp ov rblijven.

Artikel 103.

Het vierde lid is overbodig. De tekst die de Raad van State voorstelt, is overigens zo dat het noodzakelijk wegvalt.

Artikel 103 ter.

De tekst is zo geredigeerd dat geen straf nodelijk is voor een niet verschenen werknemer.

Artikel 105.

1. Het derde lid is overbodig.

.../...

2. Daar aan de werkloze geen kennisgeving van de verwerping van uitgaven wordt gedaan, kan het gebeuren dat het hem onmogelijk is, het in het laatste lid bedoelde beroep binnen de gestelde termijn in te dienen.

De Raad van State stelt voor, de termijn te doen ingaan op de dag waarop de werkloze van de verwerping kennis heeft gekregen.

Artikel 107.

Voor zover artikel 107, b en c, toepasselijk is op andere personen dan de werkgever of zijn aangestelde en de werkloze, gaat de Koning de macht te buiten, welke hem is toegekend bij artikel 7, § 4, van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Artikel 11 van het ontwerp.

Het derde lid van artikel 151 is overbodig, daar de kosten verbonden aan de werking der commissies, luidens artikel 153 ten laste van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid komen.

+

\+ +

.../...

Voor de eenvormigheid in het uiterlijk der teksten adviseert de Raad van State, de duur der termijnen en der straffen voluit te schrijven.

\+

\+ \+

Voorts zijn in het ontwerp alleen vormwijzigingen aan te brengen; zij behoeven geen commentaar en blijken uit de hierna voorgestelde tekst. De verwijzingen naar het ontwerp van de Regering gelden echter alleen onder voorbehoud van de reeds in dit advies gemaakte opmerkingen.

Wat de Nederlandse tekst betreft, wordt voorgesteld overal de term "werkloosheidsuitkeringen" te gebruiken.

.../...

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET ORGANIEK BESLUIT VAN DE REGENT VAN 26 MEI 1945 BETREFFENDE DE INRICHTING VAN DE RIJKSDIENST VOOR ARBEIDSBEMIDDELING EN WERKLOOSHEID.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7 gewijzigd bij de wet van 14 Juli 1951;

Gelet op de besluitwet van 10 Januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid der mijnwerkers en er mede gelijkgestelde arbeiders, gewijzigd bij de wetten van 27 Maart en 14 Juli 1951;

Gelet op de wet van 6 Maart 1953 tot goedkeuring van de Internationale Overeenkomst (nr 88) betreffende de organisatie van de Dienst voor de werkgelegenheid, op 9 Juli 1948 te San Francisco door de Internationale Arbeidsorganisatie in de loop van haar 31e zitting aangenomen;

Gelet op het organiek besluit van de Regent van 26 Mei 1945 betreffende de inrichting van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 29 December 1945, 18 November 1946, 3 Juni 1947, 14 Januari,

.../...

10 Mei en 10 Augustus 1948, 19 Maart en 26 Mei 1949, en bij de koninklijke besluiten van 22 Juni en 13 December 1951, 29 Januari, 12 Juni, 3 September en 14 October 1952;

Gelet op het advies van het beheercomité van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 13 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 December 1951, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"6° de kwesties te onderzoeken welke hem krachtens een reglementaire bepaling voorgelegd worden.".

Artikel 2.-

Artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 December 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 26.- De Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid richt een gewestelijke dienst voor plaatsing en aanwerving op, in de zetel van ieder

.../...

gewestelijk bureau; in de andere gemeenten van het gewest kan hij hulpkantoren oprichten.".

Artikel 3.-

Artikel 27 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 December 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 27.- De diensten voor plaatsing en aanwerving worden door de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid beheerd en staan onder het toezicht van de commissies van advies, waarvan sprake in hoofdstuk IV van titel I.

Zij zijn kosteloos en vormen een geordend nationaal stelsel. De Rijksdienst zorgt voor de coördinatie van genoemde diensten met de particuliere bureau's voor kosteloze plaatsing en aanwerving.".

Artikel 4.-

Artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 December 1951, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Onder de voorwaarden door het beheersconité vastgesteld en door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg goedgekeurd, kunnen de werkaanvragers die een medisch onderzoek ondergaan, de terugbetaling van hun reiskosten bekomen.".

.../...

Artikel 5.-

Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 56.- Voor een werkloze bestaat de herscholing, hetzij in het opnieuw opleiden in zijn eigen vak, hetzij in het aanleren van een ander vak, hetzij in het volgen van cursussen bestemd om hem voor een vak op te leiden of om zijn opleiding op peil te houden.".

Artikel 6.-

Artikel 59 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 December 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 59.- De werkloze in herscholing kan ten laste van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid bepaalde voordelen in speciën of in natura verkrijgen, waarvan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, op voorstel van het beheersconité, de toekenningsvoorwaarden en het bedrag bepaalt.".

Artikel 7.-

Artikel 61, vierde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 December 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het totaal van de werkloosheidsuitkeringen, van de voordelen in speciën waarvan sprake in artikel 59 en van de premie mag niet hoger zijn dan :

.../...

1° voor een werkloze van een en twintig jaar of meer, het normale loon dat uitbetaald wordt aan de geschoolde arbeiders van het beroep waarin de werkloze zich herschoolt;

2° voor een leerling of leerjongen van minder dan een en twintig jaar, het normale loon dat aan de jonge ongeschoolde arbeider van de streek uitbetaald wordt.

Wanneer dit totaal hoger is dan het bepaalde maximum, worden de uitkeringen dienovereenkomstig verminderd. ".

Artikel 8.-

Artikel 68 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 14 Januari 1948 en bij het koninklijk besluit van 13 December 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 68.- Het beheersconité laat toe centra voor collectieve herscholing der werklozen op te richten bij een werkgever of in een door de openbare machten opgerichte of gesubsidieerde vakschool.

Het beheersconité beslist tot oprichting van de speciale centra voor herscholing van werklozen, welke onder de leiding van het gewestelijk bureau van het ambtsgebied werken.".

Artikel 9.-

Opgeheven worden :

.../...

1° artikel 69, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 14 Januari 1948;

2° artikel 69 bis, ingevoegd in hetzelfde besluit bij het besluit van de Regent van 26 Mei 1949 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 December 1951.

Artikel 10.-

Artikel 72 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 72.- Het bepaalde in de artikelen 61, eerste tot derde lid, 63 en 67 is van toepassing op de in dit hoofdstuk bedoelde werklozen.

Het totaal van de werkloosheidsuitkeringen, van de voordelen in speciën waarvan sprake in artikel 59 en van de premie, welke de in een centrum voor herscholing opgenomen werklozen toegekend worden, mag niet hoger zijn dan het normaal loon dat aan de werknemers van dezelfde leeftijd wordt uitbetaald in het beroep dat zij leren.

Wanneer dit totaal hoger is dan het bepaalde maximum, worden de uitkeringen dienovereenkomstig verminderd.".

Artikel 11.-

Hoofdstukken I, II, III en IV, titel IV, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 29 December 1945, 18 November 1946, 3 Juni 1947, 14 Januari 1948 en bij de koninklijke besluiten

.../...

van 22 Juni en 13 December 1951 en 3 September 1952, worden door de volgende bepalingen vervangen :

" TITEL IV.

HOOFDSTUK I. - GERECHTIGDEN EN VERGOEDINGSVOORWAARDEN.

Afdeling 1. - Gerechtigden.

Artikel 75.- Voor de werkloosheidsuitkeringen bepaald in dit besluit komen in aanmerking de werknemers gewoonlijk in loondienst die in de loop van de tien maanden vóór hun aanvraag om vergoeding ten minste gedurende zes maanden als loonarbeider gewerkt hebben en op wie uit dien hoofde de afhoudingen voor de maatschappelijke zekerheid toegepast zijn.

Het beheerscomité bepaalt, met goedkeuring van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg :

1° volgens welke regelen de arbeidsperioden berekend worden;

2° onder welke voorwaarden de werknemer geacht wordt de afhoudingen voor de maatschappelijke zekerheid ondergaan te hebben;

3° onder welke voorwaarden de regularisaties van bijdragen van maatschappelijke zekerheid, die voortvloeien uit de ontoereikendheid of het ontbreken van bijdragen door de werknemer verschuldigd, kunnen in aanmerking worden genomen, zonder dat nochtans de regularisatie terugwerkende kracht kan hebben bij ontstentenis van bijdragen.

.../...

Met arbeidsdagen worden gelijkgesteld de dagen die aanleiding hebben gegeven tot uitbetaling van een vergoeding bij toepassing van de wets- of reglements-bepalingen inzake verplichte verzekering tegen ziekte of invaliditeit, schadeloosstelling voor arbeidsongevallen en beroepsziekten, verzekering tegen werkloosheid, jaarlijks verlof. Hetzelfde geldt voor de periodes van staking of lock-out.

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg kan, op advies van het beheerscomité, tot andere gelijkstellingen dan de voormelde besluiten.

Wanneer de werknemer in de loop van de periode van tien maanden onder de wapens wordt opgeroepen of wederopgeroepen, wordt die periode verlengd met het aantal dagen dat hij bij de krijgsmacht dienst doet.

Artikel 75 bis.- De arbeider ... de hoedanigheid van gewoonlijk in loondienst arbeidende werknemer in de zin van artikel 75, eerste lid, zo hij ... en dat de afhoudingen voor maatschappelijke zekerheid op hem zijn toegepast ... of ouder is.

De arbeider van zesjen dertig jaar tot minder dan vijftig jaar verkrijgt insgelijks de hoedanigheid van gewoonlijk in loondienst arbeidende werknemer zo hij kan bewijzen dat hij de voorwaarden vervult welke van de arbeider van vijftig jaar of meer vereist worden.

De bepalingen van artikel 75 ... voor het berekenen en het....

.../...

Artikel 75 ter.- De werkloos geworden werknemer behoudt de hoedanigheid van gewoonlijk in loondienst arbeidende werknemer, wanneer zijn vergoeding onderbroken werd gedurende een periode van minder dan één jaar.

Voor de berekening van de periode bedoeld in het eerste lid, wordt geen rekening gehouden met de werkloosheidsdagen welke tot vergoeding aanleiding geven en voortvloeien uit het sluiten der ondernemingen bij toepassing van de wet op het jaarlijks verlof.

De werkloze, welke ook zijn leeftijd zij, die aan zijn werkloosheid een einde maakt en gedurende meer dan één jaar een zelfstandig beroep uit te oefenen, kan, mits hij vooraf op het gewestelijk bureau aangifte daarvan doet, zijn hoedanigheid van gewoonlijk in loondienst arbeidende werknemer behouden. Deze mogelijkheid wordt slechts eenmaal verleend.

Indien een zelfstandig beroep langer dan twee jaar wordt uitgeoefend, moet de betrokkene opnieuw bewijzen dat hij voldoet aan de voorwaarden voorgeschreven in artikel 75 of 75 bis, naar gelang van zijn leeftijd.

Artikel 75 quater.- ... (tekst van het ontwerp der Regering, mits te schrijven in het eerste lid "verminderd" in plaats van "herleid", in

1° "de werknemers van minder dan achttien jaar", en in

2° "de jonge werknemers die sedert minder dan één jaar hebben beëindigd, hetzij vakstudiën in een door de openbare machten erkende vakschool, waar zij gedurende ..., hetzij een leertijd die door bemiddeling ... verricht werd in een centrum of instelling, daartoe aangenomen door het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid") ...

.../...

Artikel 75_quinquies.- ... (tekst van het ontwerp der Regering, niets in het derde lid "... voorzien bij artikel 8..." te vervangen door "... bepaald in artikel 8...", en in het vijfde lid te schrijven: "Zo na de in het derde lid van dit artikel bepaalde termijn..."; voor het vierde lid wordt voorgesteld: "Vreemde of staatloze werknemers komen in geen geval meer in aanmerking na het verstrijken van hun verblijfvergunning")...

Artikel 75_sexies.- ... (tekst van het ontwerp der Regering, niets het tweede en derde lid door de volgende vier leden te vervangen:

"De regularisaties die betreffende ontoereikende lonen na de vergoedingsaanvraag zijn verricht, hebben eerst op de datum van die regularisatie uitwerking, voor zover ook de bijdragen voor de maatschappelijke zekerheid die op achterstallige lonen betrekking hebben geregulariseerd zijn.

Het beheerscomité bepaalt onder goedkeuring van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg volgens welke regelen de bedoelde regularisaties in aanmerking kunnen genomen worden.

Voor de berekening van de arbeidsprestaties die vereist zijn om in aanmerking te komen, worden nedegeteld :

1° de prestaties verricht in Belgisch-Congo, in Ruanda-Urundi of in het buitenland, wanneer zij verricht zijn in een betrekking die in België aanleiding zou gegeven hebben tot het betalen van bijdragen voor de maatschappelijke zekerheid;

.../...

2° de gelijkgestelde dagen bedoeld in artikel 75, derde en vierde lid.

Het derde lid van dit artikel is op vreemde en Staatloze werknemers niet van toepassing dan binnen de grenzen van de internationale overeenkomsten.") ...

Artikel 76.- ... (tekst van het ontwerp der Regering, mits te schrijven : in het eerste lid:"...tegen een genotiveerde beslissing van het gewestelijk bureau..."), in het tweede "... bedraagt de bij het eerste lid bepaalde periode vijftien jaar" en "...als een gewoonlijk in loondienst arbeidend werknemer") ...

Afdeling 2.-Vergoedingsvoorwaarden.

Artikel 77.- ... (tekst van het ontwerp der Regering, onder voorbehoud van de hierboven gemaakte opmerking)...

Artikel 77 bis.- ... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 77 ter.- ... (tekst van het ontwerp der Regering, mits de tekst in vier paragrafen te verdelen en er de volgende wijzigingen in aan te brengen :

"§ 1. Om voor werkloosheidsuitkeringen in aanmerking te komen, moet de werknemer ...

§ 2. Van deze inschrijving is vrijgesteld de werknemer ...

.../...

§ 3. Van de inschrijving zijn eveneens als werkzoekenden vrijgesteld :

1° ...
2° ...
3° de werknemers die werkloos zijn ingevolge sluiting van het bedrijf wegens jaarlijks verlof. De vrijstelling geldt slechts voor de verlofperiode.
4° ...
5° ...
6° ... werkloze.

Iedere werkloze moet elke behoorlijke betrekking die hem aangeboden wordt aanvaarden.

Het beheerscomité bepaalt, onder goedkeuring van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, de criteria van de behoorlijke betrekking, alsmede de procedure te volgen bij betwistingen aangaande de lichamelijke of beroepsgeschiktheid van de werkloze om de hem aangeboden betrekking uit te oefenen.

§ 4. Wordt niet geacht bereid te zijn elke behoorlijke betrekking aan te nemen, de werkloze die voor zijn wedertewerkstelling voorbehoud maakt, waardoor hij voor de algemene arbeidsmarkt onbeschikbaar wordt.".

Artikel 77_quater.- ... (tekst van het ontwerp der Regering, mits te schrijven : "een zelfstandige arbeider ") ...

Artikel 77_quinquies.- ... (tekst van het ontwerp der Regering, mits in het eerste lid, 2°, de woorden"en daarmede gelijkgestelde" te schrappen, en een 4° als volgt in te voegen :

"4° de vergoede volledig werkloze vrouwen die in concubinaat leven.") ...

.../...

Artikel 77_sexies.- § 1. De werklozen die noch gezinshoofd noch kostwinner zijn, kunnen in de loop van elk dienstjaar gaande van 1 September tot 31 Augustus van het volgend jaar slechts vergoed worden naar rata van het aantal dagen waarop zij in de loop van het vorig dienstjaar loonarbeid verricht hebben, zonder dat dit aantal minder dan dertig dagen mag bedragen.

De beperking van de duur der vergoeding wordt niet toegepast zo het aantal dagen loonarbeid tijdens het refertedienstjaar ten minste tweehonderd bereikt.

Indien de werkloze aan het einde is gekomen van het aantal dagen bepaald in het eerste lid van deze paragraaf, kan hij voor elk van de laatste drie kwartalen van het dienstjaar, werkloosheidsuitkering krijgen voor een aantal dagen ten hoogste gelijk aan het aantal dagen waarop hij in de loop van het vorig kwartaal heeft gewerkt.

De werkloosheidsdagen waarvoor hij bij toepassing van het derde lid van deze paragraaf uitkeringen heeft ontvangen, worden afgetrokken van het aantal dagen die in de loop van het volgende dienstjaar recht op vergoeding geven.

De werklozen die tijdens twee achtereenvolgende dienstjaren het minimum van dertig dagen waarvan sprake in het eerste lid hebben genoten, kunnen in de loop van de volgende dienstjaren slechts vergoed worden

.../...

naar rata van het aantal dagen waarop zij in de loop van het refertedienstjaar loonarbeid hebben verricht.

Wanneer de werknemer in de loop van het refertedienstjaar onder de wapens geroepen of wederopgeroepen werd, wordt de referteperiode verlengd met het aantal dagen dat hij in de krijgsmacht dienst deed.

§ 2. Als zijnde noch gezinshoofd noch kostwinner worden alleen beschouwd :

1° de gehuwde vrouw die niet in rechte of in feite gescheiden is, tenzij haar echtgenoot onder de wapens geroepen of wederopgeroepen is, een gevangenisstraf uitzit of sedert meer dan zes opeenvolgende maanden voor meer dan twee derde arbeidsongeschikt is;

2° het wettige, aangenomen of erkende ongehuwde kind minder dan 21 jaar oud, indien zijn vader of moeder of voogd met wie het samenwoont een winstgevende werkzaamheid uitoefent, of werkloosheidsuitkeringen of vergoedingen ontvangt bij toepassing van de wets- of reglementsbepalingen betreffende de verzekering tegen ziekte of invaliditeit, het herstel der schade voortspruitend uit arbeidsongevallen of het herstel der schade veroorzaakt door beroepsziekten;

3° de vrouw die in concubinaat leeft.

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg kan, op advies van het beheerscomité, het begrip "gezinshoofd of kostwinner" uitbreiden of beperken.

.../...

§ 3. Prestaties als loonarbeider komen niet in aanmerking dan voor zover zij geldig zijn in de zin van de artikelen 75, eerste en tweede lid, 75 quinquies en 75 sexies.

Voor de toepassing van dit artikel worden met arbeidsdagen gelijkgesteld de dagen die aanleiding geven tot vergoeding bij toepassing van de wet of reglementsbepalingen betreffende het herstel der schade voortspruitend uit arbeidsongevallen en beroepsziekten en betreffende het jaarlijks verlof. Hetzelfde geldt voor de periodes van staking of lock-out en voor de dagen waarop niet gewerkt wordt, door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg op advies van het beheerscomité vastgesteld.

Het reglement genomen ter uitvoering van artikel 75, tweede lid, 1°, is toepasselijk voor de berekening van het aantal arbeidsdagen in de loop van een dienstjaar.

§ 4. De werklozen bedoeld in § 2, eerste lid, 3°, hebben, na aan het einde gekomen te zijn van de dagen die recht geven op vergoeding bij toepassing van § 1, recht op uitkeringen van hetzelfde bedrag als de kinderbijslag en de toelagen voor de moeder aan de haard, bepaald bij de geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, en toegekend onder dezelfde voorwaarden.

Voor de berekening van die uitkeringen worden de belanghebbenden geacht, in hun gezin het jongste gerechtigde kind te zijn.

.../....

Artikel 77 septies.- § 1. De werknemers die de leeftijd van 65 jaar bereiken, hebben op werkloosheidsuitkeringen niet langer recht, vanaf de eerste Maandag van de tweede maand volgend op hun verjaardag.

Voor tewerkgestelde vrouwen wordt de leeftijd van 65 jaar op 60 jaar gebracht.

§ 2. De werknemers die aanspraken op een pensioen kunnen doen gelden vóór de in § 1 bepaalde leeftijd, hebben op de werkloosheidsuitkeringen niet langer recht :

1° vanaf de eerste Maandag van de tweede maand volgend op de datum waarop zij de voor het bekomen van een pensioen vereiste leeftijd bereiken wanneer zij op die leeftijd als werkloze vergoed worden;

2° vanaf de datum waarop zij de voor het bekomen van een pensioen vereiste leeftijd bereiken, wanneer zij op die leeftijd niet als werkloze vergoed werden.

Wanneer de werknemer echter aan de hand van een verklaring van de bevoegde pensioeninstellingen aantoont, dat hij nog niet voldoet aan al de voorwaarden, inzonderheid leeftijd en maximum arbeidsduur, vereist voor het genot van een volledig pensioen, heeft hij op werkloosheidsuitkeringen recht tot de eerste Maandag van de tweede maand volgend op die in de loop waarvan hij aan de gestelde voorwaarden voldoet.

De mijnwerkers die op een vervroegd ouderdomspensioen aanspraak kunnen maken bij toepassing van artikel 47 van de besluitwet van 25 Februari 1947 tot

.../...

samenordening en wijziging van de wetten op de pensioenregeling van de mijnwerkers en de er mede gelijkgestelden, worden voor de toepassing van deze paragraaf geacht eerst op 55 jarige leeftijd recht te hebben op een pensioen.

§ 3. Wanneer de in § 2 bedoelde werknemers werkelijk het genot hebben van een pensioen waarvan het dagelijks bedrag lager is dan het dagelijks bedrag van de voornaamste werkloosheidsuitkering bepaald voor de categorie van de aanvrager, verhoogd met 40 t.h. en naar boven op een frank afgerond, hebben zij recht op een werkloosheidsuitkering waarvan het bedrag gelijk is aan het verschil tussen het zoëven aangegeven bedrag en het dagelijks bedrag van het pensioen, zonder het bedrag van de voornaamste uitkering te mogen overschrijden. Het dagelijks bedrag van het pensioen wordt verkregen door het jaarlijks bedrag daarvan door driehonderd te delen, waarbij het verkregen quotiënt naar boven op een frank wordt afgerond.

Behalve in geval van toepassing van artikel 57 van de geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor de loonarbeiders, wordt aan de werkloosheidsuitkering het totaal bedrag van de kinderbijslag en van de toelage voor de moeder aan de haard toegevoegd, zonder dat het totaal daarvan het in artikel 80 vastgesteld maxium mag overschrijden. Het bedrag van de werkloosheidsuitkering, eventueel met die bijslag en die toelage verhoogd, wordt naar boven op een frank afgerond.

Van de toepassing van het bepaalde in deze paragraaf wordt uitgesloten, de werknemer die,

.../...

om het pensioen te kunnen trekken, verplicht is het werk neer te leggen of nog slechts in beperkte mate te werken.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel worden als pensioenen aangemerkt de ouderdoms-, rust- en anciënniteitspensioenen en enig ander voordeel geldend als een pensioen van die aard, toegestaan of wel bij toepassing van de wetgeving op de maatschappelijke zekerheid, of wel door een openbare macht, een openbare instelling of een inrichting van openbaar nut.

HOOFDSTUK II.- BEDRAG EN WIJZE VAN BEREKENING EN VAN BETALING DER UITKERINGEN.

Artikel 78.- ... (tekst van het ontwerp der Regering, mits te schrijven in het eerste en tweede lid "werkloosheidsuitkeringen" en "uitkeringen", en in het zesde lid de woorden "zoals zij voortvloeit uit het ministerieel besluit van 3 December 1936" te schrappen.

Het laatste lid leze men als volgt : "De werkloze heeft recht op het uitkeringsbedrag dat voor de gemeente waar hij gewoonlijk verblijft, bepaald is) ...

Artikel 79.-

Benevens de werkloosheidsuitkeringen ontvangen de gezinshoofden en de er mede gelijkgestelden, voor hun kinderen ten laste en voor de moeder aan de

.../...

haard, onder de voorwaarden bij de geordende wetten aangaande de kinderbijslag voor loonarbeiders bepaald, kinderbijslag en een toelage voor de moeder aan de haard van hetzelfde bedrag als die welke krachtens deze geordende wetten worden uitbetaald.

Artikel 80.-

In geen geval mag het totaal van de bij de artikelen 78 en 79 bepaalde uitkeringen hoger zijn dan de twee derde van een door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg vastgesteld referteloon, verhoogd met de kinderbijslag en de toelage voor de moeder aan de haard die bepaald zijn bij de geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.

Deze grens wordt gebracht op de drie vierde voor de werknemers die vader, moeder of kostwinner zijn van minstens vier kinderen voor wie zij recht hebben op kinderbijslag.

Artikel 81.-

Voor een enkele dag werkloosheid per week wordt geen uitkering uitbetaald. Deze enige dag wordt evenwel vergoed, wanneer hij deel uitmaakt van een periode van werkloosheid van minstens drie dagen waarvan hij de eerste of de laatste dag is.

Artikel 82.-

Geen uitkering mag worden uitbetaald aan een werkloze die krachtens artikel 77 ter verplicht is zich als werkzoekende te laten inschrijven, indien

.../...

hij aan het betaalorganisme het bewijs niet verstrekt dat die voorwaarde nageleefd werd.

Geen uitkering wordt uitbetaald voor de werkloosheidsdagen welke de dag van de inschrijving als werkzoekende voorafgaan, wanneer deze inschrijving niet is geschied binnen de daartoe door de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid gestelde termijnen.

Artikel 83.- § 1. Slechts de dagen waarop volstrekt niet is gewerkt, worden als werkloosheidsdagen beschouwd.

De halve dagen werkloosheid worden niet meegeteld dan voor :

1° de havenarbeiders;

2° de beroepscategorieën door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg bepaald, en onder de voorwaarden welke hij op voorstel van het beheerscomité vaststelt.

De halve dagen van werkloosheid mogen evenwel opgeteld worden om volle dagen te vormen, zo zij deel uitmaken van een bepaalde vorm van gedeeltelijke werkloosheid, bij tussenpozen of bij wisselbeurt.

§ 2. Als dagen waarop volstrekt niet wordt gewerkt, worden niet beschouwd :

1° de dagen tijdens welke de werknemer die een volle dag werkt, toevallig gedurende een gedeelte van zijn gewone arbeidstijd tewerkgesteld wordt;

.../...

2° de werkloosheidsdagen in een betrekking welke de werknemer normaal en gewoonlijk slechts met beperkte arbeidstijd uitoefent; in dit laatste geval evenwel wordt de werkloosheid geacht een volledige dag te bereiken:

a) wanneer de werknemer dergelijke betrekking heeft aanvaard om aan werkloosheid te ontsnappen;

b) wanneer de werknemer een weekloon verdient gelijk aan zes maal het dagelijs referteloon dat voor de toepassing van artikel 80 is vastgesteld.

§ 3. Wanneer de wekelijkse arbeidsregeling normaal een dag met een verminderd aantal werkuren bevat, bijvoorbeeld in het geval van "Engelse week", wordt deze dag beschouwd als een dag waarop volstrekt gewerkt is, wanneer in de loop van dezelfde week nog minstens een andere werkloosheidsdag voorkomt.

Wanneer een werknemer tegelijk bij verschillende werkgevers in dienst is, kunnen de uitkeringen naar worden toegestaan indien hij bij al zijn werkgevers volkomen werkloos is.

Wanneer een werknemer op een Zondag of op een wettelijke feestdag als loonarbeider of als zelfstandige arbeider gewerkt heeft, wordt het aantal werkloosheidsuitkeringen waarop hij recht heeft, eventueel voor de week waarvan die Zondag of die wettelijke feestdag deel uitmaakt, verminderd met een eenheid voor elk van deze dagen, onverminderd artikel 81. Voor de toepassing van deze maatregel begint de week de Zondagmorgen.

.../...

Artikel 84.- De werkloosheidsuitkeringen worden niet verleend voor de Zondagen of voor de wettelijke feestdagen.

Zij worden evenmin toegekend voor de dagen waarop gewoonlijk niet gewerkt wordt of ingevolge de gewoonten in het beroep, in de streek of in de gemeente, dan wel ingevolge de toepassing van het werkplaatsreglement, behalve voor de dagen van gedeeltelijke werkloosheid bedoeld in artikel 77, § 2, tweede lid, zolang de werknemer door een dienstcontract verbonden blijft. Met de schorsing of de verbreking van het dienstcontract wordt evenwel slechts rekening gehouden als zij heeft plaats gehad ten minste twaalf werkdagen vóór de dag waarop gewoonlijk niet gewerkt wordt.

Evenwel wanneer alleen de werkloosheid de werknemers verhindert de voorwaarden van gerechtvaardigde aanwezigheid te vervullen die gesteld zijn ter uitvoering van de besluitwet van 25 Februari 1947 betreffende het toekennen van loon aan de arbeiders voor een bepaald aantal feestdagen per jaar, worden de werkloosheidsuitkeringen uitbetaald bij toepassing van deze besluitwet, met inbegrip van de dagen die een feestdag, samenvallend met een Zondag, vervangen, maar met uitsluiting van de feestdagen toegelaten bij toepassing van artikel 2 van het besluit van de Regent van 2 April 1947.

Artikelen 85, 85 bis en 85 ter.- ... (tekst van het ontwerp der Regering, niets te schrijven : "Werkloosheidsuitkeringen" en "wijzigingen aanbrengen") ...

.../.../...

Artikel 86.- De werkloosheidsuitkeringen worden per week na vervallen termijn uitbetaald. Het wekelijks bedrag der uitkeringen wordt naar boven op een frank afgerond.

Kan de werkloze op de door het betaalorganisme gestelde dag zich onmogelijk naar het betaalbureau begeven, dan mogen de werkloosheidsuitkeringen aan de echtgenoot worden uitbetaald, of, bij dezes ontstentenis, aan de persoon die hij aanwijst.

De werkloosheidsuitkeringen mogen niet uitbetaald worden in een cantine of in een lokaal waar dranken, eetwaren of enigerlei koopwaren verkocht worden. Indien het betaalbureau in belendende lokalen gevestigd is, moet men er door een afzonderlijke ingang kunnen binnenkomen, zonder dat de handelaar of zijn personeel hoeft tussenbeide te komen; van die regel kan het beheerscomité bijzondere afwijkingen toestaan.

Artikel 87.- De onvrijwillige werkloze, die uitkeringen wenst te verkrijgen, moet daartoe aanvraag doen bij een betaalorganisme van zijn keuze.

De aanvraag wordt gedaan op de bij artikel 89 bedoelde aangifte, waarvan het betaalorganisme aan de aanvrager ambtshalve een exemplaar overhandigt.

.../...

HOOFDSTUK III.- CONTROLEMAATREGELEN.

Artikelen 88, 89, 90 en 91.- ... (tekst van het ontwerp der Regering, mits "vergoedingen" te vervangen door "uitkeringen", "gebeurlijk" door "bij voorkomend geval", "afgevaardigde" door "gemachtigde", "verklaring" door "aangifte".) ...

Artikel 92.- § 1. Het gewestelijk bureau doet uitspraak over de aanspraken op werkloosheidsuitkeringen; het schrijft zijn beslissing op een in tweevoud opgemaakte kaart.

Het origineel van de kaart wordt, uiterlijk veertien werkdagen na het ontvangen van het dossier van de betrokkene dat al de in de artikelen 89 en 94 opgesomde inlichtingen levert, aan het betaalorganisme overgemaakt; het duplicaat van de kaart blijft in het bezit van het gewestelijk bureau.

§ 2. Indien de werkloosheidsuitkeringen verleend worden, geldt de kaart als machtiging tot betaling voor het betaalorganisme. Als geldigheidsdatum draagt zij :

1° de datum van de aangifte, indien deze op het gewestelijk bureau tijdens de veertien werkdagen toekomt;

2° de eerste Maandag na de dag van de ontvangst er van door het gewestelijk bureau, indien de aangifte niet binnen die termijn op het gewestelijk bureau toekomt.

Indien de uitkeringen geweigerd worden, heeft de beslissing uitwerking op de datum van de aanvraag; aan de aanvrager wordt kennis er van gegeven .

? .../...

§ 3. Indien de kaart niet binnen de termijn bepaald in § 1, tweede lid, van dit artikel, overgemaakt is, mag het betaalorganisme de werkloosheidsuitkeringen zonder voorafgaande machtiging uitbetalen. In dit geval heeft de weigering eerst uitwerking vanaf de Maandag van de week tijdens welke het gewestelijk bureau aan het betaalorganisme en aan de betrokkene kennis geeft van zijn beslissing, behoudens toepassing van artikel 103, vijfde tot tiende lid.

Artikel 93.- Indien de werkloze een wijziging aangeeft, zoals bepaald in artikel 90, vinden de artikelen 91 en 92 toepassing.

In dit geval draagt de nieuwe kaart als geldigheidsdatum :

1° de Maandag van de week na deze waarin de aangifte werd gedaan, indien het ingevulde stuk op het gewestelijk bureau toekomt binnen veertien dagen na de datum van de ondertekening;

2° de eerste Maandag na de dag van de ontvangst er van op het gewestelijk bureau, indien de aangifte niet binnen die termijn op het gewestelijk bureau toekomt.

Artikel 94.- Zo een dienstcontract eindigt, dient de werkgever aan de werknemer een attest te overhandigen waarvan de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid het model vaststelt en dat inzonderheid de reden van het einde van het contract vermeldt.

.../...

De werknemer overhandigt dit attest aan het betaalorganisme op het ogenblik van zijn aanvraag om uitkeringen en dit laatste maakt het aan het gewestelijk bureau over samen met de in artikel 89 bedoelde aangifte.

Dit attest dient bij elke nieuwe werkloosheid hernieuwd.

Indien de werknemer niet in het bezit is van een werkgeversattest, dan verklaart hij dit aan de aangestelde van het betaalorganisme, die er melding van maakt op een bijzonder formulier.

Indien de werknemer ten aanzien van de normale voorwaarden van zijn werk, nog slechts bij tussenpozen tewerkgesteld is, vult de werkgever een attest van gedeeltelijke werkloosheid in.

Indien het zonder werk zijn te wijten is aan een der gevallen bepaald in artikel 77 ter, § 2, vierde lid, vult de werkgever een attest van toevallige werkloosheid in.

Die attesten worden opgemaakt en aan het gewestelijk bureau toegezonden volgens de daartoe door het beheerscomité gegeven onderrichtingen.

Artikel 95.- Het gewestelijk bureau verifieert de aangiften die de aanvrager van uitkeringen heeft ondertekend en de documenten die hij heeft voorgelegd.

Het kan de nodige onderzoekingen en navorsingen doen, inzonderheid bij de gemeentebesturen en bij de werkgevers.

.../...

Indien uit deze laatste blijkt dat de werkloze onjuiste, onvolledige of laattijdige aangiften heeft gedaan, nagelaten heeft een vereiste aangifte te doen, onjuiste of vervalste documenten voorgelegd heeft of onregelmatigheden begaan heeft, doet het gewestelijk bureau opnieuw uitspraak over het dossier.

Indien, ingevolge die aangiften, nalatigheden, documenten of onregelmatigheden, uitkeringen werden verleend waarop de werkloze geen recht had, werkt de beslissing van het bureau terug tot de dag van de eerste beslissing en, bij voorkomend geval, wordt voor de toekomst een nieuwe kaart, gedagtekend van de eerste Maandag na de nieuwe beslissing, opgemaakt.

Artikel 96.- ... (tekst van het ontwerp der Regering, niets te schrijven, in het eerste lid "uitkeringen" in plaats van "vergoedingen", in het vierde lid "op de in artikel 77 sexies, § 2, eerste lid, 3°, bedoelde werknemers", en de laatste volzin te doen luiden als volgt :

"De afwezigheid zonder geldige reden brengt met zich het verlies van de uitkeringen bedoeld in artikel 77 sexies, § 5, en betreffende de periode verlopen sedert de vorige contrôle") ...

Artikel 97.- ... (tekst van het ontwerp der Regering)...

.../...

HOOFDSTUK IV. - STRAFFEN EN UITSLUITINGEN.

Artikel 98.- ... (tekst van het ontwerp der Regering)...

Artikel 99.- ... (tekst van het ontwerp der Regering)...

Artikel 100.- In geval van onverantwoorde weigering van een behoorlijke betrekking, wordt de werkloze gedurende een periode van minstens vier weken en van hoogstens dertien weken van het genot der uitkeringen uitgesloten. Bij herhaling bedraagt de uitsluiting voor de tweede weigering minstens dertien weken en hoogstens zes en twintig weken. Voor elke latere weigering duurt zij zes en twintig tot twee en vijftig weken.

Bij de eerste herhaling kan de uitgesloten werkloze slechts opnieuw tot het genot van de werkloosheidsuitkeringen toegelaten worden, voor zover hij aantoont dat hij sedert de datum van de werkweigering minstens vijf en twintig dagen als loonarbeider gewerkt heeft.

Bij latere herhaling verliest de werkoze zijn hoedanigheid van gewoonlijk in loondienst arbeidende werknemer. Hij kan slechts opnieuw tot het genot van de werkloosheidsuitkeringen toegelaten worden voor zover hij, al naar het geval, voldoet aan de bepalingen van artikel 75 of 75 bis. De vergoede werkloosheidsdagen mogen evenwel niet gelijkgesteld worden met arbeidsdagen.

.../...

Artikel 101.- ... (zie opmerkingen in bovenstaand advies) ...

Artikel 102.- Van het genot der werkloosheidsuitkeringen worden uitgesloten voor een periode van dertien weken :

1°de werklozen die van algemeen bekend wangedrag zijn, behoudens wanneer er aanleiding bestaat tot toepassing van artikel 8, tweede lid, 3°, van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de arbeiders;

2°de werklozen die bedelend worden aangetroffen.

Bij herhaling bedraagt de uitsluiting twee en vijftig weken.

Artikel 102 bis.- ... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 103.- ... (tekst van het ontwerp der Regering, mits in het derde lid de woorden "littera b en c" te schrappen en het vierde lid achterwege te laten; in het tiende lid schrijve men "twee of meer", en in het elfde "bij toepassing van") ...

Artikel 103 bis.- ... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 103 ter.- Elke ten opzichte van de werkloze te treffen uitsluitings- of strafmaatregel wordt door de directeur van het gewestelijk bureau uitgesproken. De werkloze wordt vooraf gehoord of opgeroepen door de

.../...

directeur van het gewestelijk bureau of diens gemachtigde. Hij kan zich door een derde persoon laten bijstaan. Het verhoor van de werkloze in zijn verweermiddelen is evenwel niet verplicht voor het verwerpen van uitgaven, waartoe het gewestelijk bureau krachtens de artikelen 104 en 105 besloten heeft.

Het beheerscomité kan andere gevallen vaststellen, waarin de werkloze niet moet worden gehoord.

Artikel 103 quater.- ... (tekst van het ontwerp der Regering, mits de laatste volzin als volgt te stellen: "in dat geval heeft de beslissing uitwerking vanaf de dag der kennisgeving.") ...

Artikel 104.- ... (tekst van het ontwerp der Regering, mits het vierde lid als volgt te vervangen : "De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg kan in bijzondere omstandigheden een bijkomende termijn van ten hoogste een maand toestaan aan de betaalorganismen en aan de gewestelijke bureau's.") ...

Artikel 105.- Indien het betaalorganisme niet akkoord gaat met een verwerping waarvan het gewestelijk bureau kennis heeft gegeven,kan het voor de betwiste som een rappellijst indienen, eventueel samen met de nodige aanvullende verantwoordingen.

Artikel 104, tweede tot vijfde lid, is op de rappellijsten van toepassing; de termijn van indiening van deze lijsten wordt echter op drie maanden gebracht.

.../...

De verwerping, na rappel uitgesproken, wordt geacht definitief te zijn op de datum waarop het gewestelijk bureau van de verwerping heeft kennis gegeven.

Wanneer een verwerping definitief is geworden, kan de werkloze de gegrondheid er van betwisten vóór de organismen bedoeld in artikel 112; de bij artikel 122 gestelde termijn van beroep gaat in de dag waarop de werkloze van de verwerping kennis heeft gekregen.

Artikel 106.- § 1. Elke onregelmatig ontvangen som dient terugbetaald. Wanneer het evenwel vaststaat dat de werkloze te goeder trouw werkloosheidsuitkeringen ontvangen heeft waarop hij geen recht had, kan de terugvordering van de onverschuldigde betaling niet teruggaan tot vóór de zesten twintigste week welke de week voorafgaat waarin van de beslissing, waarop de terugvordering gegrond is, aan de betrokkene kennis is gegeven. Deze grens wordt niet in acht genomen in geval van herhaling in de zin van artikel 102 bis.

§ 2. Het betaalorganisme is aansprakelijk :

1° voor de vergissingen die het heeft begaan in de berekening van het bedrag der uitkeringen welke de werkloze toekomen;

2° voor de betalingen die het zonder voorafgaande toelating heeft verricht, behalve in het geval bedoeld onder artikel 92, § 3;

3° voor de betalingen die het heeft verricht, of wel buiten de door het gewestelijk bureau aangenomen vergoedingsgrondslagen, of wel buiten de regelen van toekenning vastgesteld bij de wetten, besluiten en reglementen ter zake;

.../..

4° voor de betalingen die de werkloze wettelijk verschuldigd zijn, naar die het gewestelijk bureau heeft verworpen wegens een fout of nalatigheid die aan het betaalorganisme is te wijten, inzonderheid wanneer documenten na de reglementaire termijn aan het gewestelijk bureau zijn overgemaakt;

5° voor zijn nalatigheid of fout, indien uitkeringen die aan de werkloze verschuldigd zijn hem daardoor zijn kunnen betaald worden, en inzonderheid indien documenten laattijdig zijn overgemaakt.

In geen geval is het betaalorganisme aansprakelijk voor verkeerde betalingen, waaraan de werkloze zelf schuld heeft.

Na een termijn van vier en twintig maanden volgende op die waarin de betalingen definitief verworpen werden, wordt het bedrag van deze sommen als teruggevorderd beschouwd en geacht beschikbaar te zijn in de kas van het betaalorganisme.

§ 3. In de gevallen bedoeld onder § 2, 1°, 2° en 3°, van dit artikel, kan het betaalorganisme zich op de werkloze verhalen voor de ten onrechte betaalde sommen.

In het geval bedoeld onder § 2, 5°, van dit artikel, moet het betaalorganisme de betaling van de sommen die de benadeelde werkloze toekomen, op zich nemen.

.../...

Zo in de gevallen bedoeld onder deze paragraaf, het recht op uitkeringen, het bedrag van de verschuldigde som of de aansprakelijkheid van het betaalorganisme betwist wordt, maakt de meest gerede partij de zaak aanhangig bij het gewestelijk bureau dat zonder beroep uitspraak doet.

Artikelen 106 bis, 107, 108, 109, 110 en 111.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...".

Artikel 11.-

Artikel 151 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 13 December 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 151.- De voorzitters en de leden van de klachtencommissies en van de commissie van beroep hebben recht op presentiegelden en op vergoedingen voor verblijf- en reiskosten.

De plaatsvervangende leden hebben recht op dezelfde voordelen als de werkende leden als zij deze vervangen.

De Regeringscommissarissen bij de klachtencommissie hebben recht op een vergoeding

.../...

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg bepaalt, op advies van het beheerscomité, de voorwaarden van toekenning, alsmede het bedrag van de presentiegelden en de vergoedingen bedoeld in dit artikel.".

Overgangsbepalingen.

Artikel 12.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 13.-

Tot de datum van inwerkingtreding van de uitvoeringsbesluiten bedoeld in de artikelen 78 en 80 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945, gewijzigd bij dit besluit, blijven toepasselijk :

1° het ministerieel besluit van 28 Juli 1952 tot tijdelijke vaststelling van de werkloosheidsvergoeding in toepassing van artikel 79 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 betreffende de inrichting van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid;

2° het ministerieel besluit van 28 Juli 1952 tot vaststelling van het bedrag der werkloosheidsvergoedingen voor de arbeiders der havens van Antwerpen, Gent, Brussel en Vilvoorde, voor de arbeiders van de kolenhandel van Antwerpen en onliggende, en voor de scheepsherstellers der haven van Antwerpen.

.../...

Artikel 14.-

Tot de datum van inwerkingtreding van het besluit tot uitvoering van artikel 77 quater van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945, gewijzigd bij dit besluit, blijft toepasselijk de reglementaire onderrichting van 16 Februari 1952 uitgevaardigd ter uitvoering van artikel 77 quater van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945.

Artikel 15.-

Dit besluit treedt 7 September 1953 in werking.

Artikel 16.-

Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

La chambre était composée de

Messieurs : M.SOMERHAUSEN, conseiller d'Etat, président
A.MAST, conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN,
F.DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN,
G.PIQUET, greffier adjoint,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter
raadsheren van State,
bijzitters van de afdeling wetgeving,
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.MAST.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.MAST.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) M.SOMERHAUSEN.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
du Travail et de la Prévoyance sociale.
van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1953.

Pour le Greffier du Conseil d'Etat,
Le Greffier adjoint,

De 1953.

Voor de Griffier van de Raad van State,
De Adjunct-Griffier,